

**DGA DE L'AMENAGEMENT ET DES MOBILITES**

-----  
**Direction du Patrimoine Routier,  
Paysager et des Mobilités  
(DPRPM)**

-----  
**Arrêté n°SA20446AT**

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**Vu** la loi du 10 août 1871 modifiée relative aux Conseils Généraux,

**Vu** la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment l'arrêté du 6 novembre 1992 approuvant les nouvelles dispositions du Livre 1 - Huitième partie : signalisation temporaire,

**Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions complétée et amendée par différentes lois,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'arrêté n°2019 DEL 200 du 24 juin 2019 du Président du Conseil Départemental portant délégation générale des champs de compétences à la Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités,

**Vu** la demande formulée par l'entreprise E.U.R.L.DE PEYROLS - Pont carral - 81490 NOAILHAC en date du 22/09/2020,

**Considérant** que pour permettre l'élagage autour du réseau électrique basse tension, il est nécessaire pour des raisons de sécurité, de réglementer par alternat, la circulation de tous les véhicules empruntant la route départementale n°D46, sur le territoire des communes de Cénac-et-Saint-Julien / Saint-Martial-de-Nabirat du 05/10/2020 au 10/10/2020 inclus,

**Sur** proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er :**

A compter du 05/10/2020 et jusqu'au 10/10/2020 inclus, il sera mis en place un alternat par feux de chantier CF24/100m pour tous les véhicules qui circuleront sur la route départementale n° D46 du PR 20+540 au PR 22+000, sur le territoire des communes de Cénac-et-Saint-Julien / Saint-Martial-de-Nabirat.

Cette réglementation sera applicable par feux bicolores de chantier ou par piquets mobiles de type K10.

## **ARTICLE 2 :**

La vitesse de tous les véhicules, au droit du chantier, sera limitée à 50 km/h, et tout dépassement sera interdit.

Les longueurs d'alternats seront fonction de l'avancement du chantier et ne devront pas excéder 100 mètres. Durant les périodes d'inactivité du chantier et suivant la configuration des travaux, les conditions normales de circulation devront être rétablies.

## **ARTICLE 3 :**

La pose, la maintenance y compris en dehors des heures de travail, et la dépose de la signalisation réglementaire seront effectuées par les soins de l'entreprise E.U.R.L. DE PEYROLS chargée de l'exécution des travaux et sous son entière responsabilité.

## **ARTICLE 4 :**

Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera affiché, par le pétitionnaire, aux extrémités de la zone réglementée.

## **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

## **ARTICLE 7 :**

la Directrice du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités,  
le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Dordogne,  
le Chef de l'Unité d'Aménagement de SARLAT,  
le Responsable E.U.R.L. DE PEYROLS,  
**sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,**

le Directeur Départemental des Services Incendies et Secours,  
le Responsable du SAMU,  
le Chef du Service des Transports Scolaires,  
les Maires des communes de Cénac-et-Saint-Julien / Saint-Martial-de-Nabirat,  
**sont destinataires d'une copie pour information.**

**Pour le Président du Conseil Départemental,  
et par délégation,**